



CINQUIEME EDITION

12 au 13 novembre 2024

FORUM REGIONAL DE LA JEUNESSE

Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance,
la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation

Financé par



TABLE DES MATIERES

ACRONYMES.....	4
PRÉSENTATION DES PARTENAIRES ORGANISATEURS.....	5
INTRODUCTION.....	8
Historique contextuelle	8
1. Historique et analyse contextuelle	8
2. But et objectifs du forum	9
3. Résultats obtenus	10
4. Démarche méthodologique	10
5. Participation au Forum	11
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE	14
1. Résumé de l'allocution du Directeur General de l'EMP-ABB	14
2. Allocution du Directeur Exécutif du Gorée Institute.....	16
3. Résumé de l'allocution de la Représentante du Chef de Mission par intérim de la MISAHEL.....	18
4. Résumé de l'allocution de Son Excellence Madame l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Mali	19
5. Résumé du discours inaugural du Ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne	20
PANELS.....	23
1. Prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Sahel : rôles et responsabilités des jeunes.....	23
2. Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour des transitions réussies ?....	27
3. Leadership et engagement civique et politique des jeunes, comme moyen de contribution à la reconstruction de nos États.....	31
4. Internet : Espace de contestation ou de construction d'idées innovantes pour un meilleur changement ?.....	35
5. Mieux positionner les jeunes femmes comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et les processus de paix au Sahel.....	39
PARTAGE D'EXPÉRIENCE DU GYLA	46
DÉCLARATION FINALE DES JEUNES AU FORUM RÉGIONAL	50
CÉRÉMONIE DE CLÔTURE.....	53
CONCLUSION	53
ANNEXES	56
1. Synthèse des panels	56
2. Agenda du forum	59

ACRONYMES

AJLPSS	Alliance des Jeunes Leadeurs pour la Paix et la Stabilité
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention pour l'Elimination de toutes formes de Discriminations à l'égard des Femmes
CEMI	Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales
EMP-ABB	Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE
GORIN	Gorée Institut
GYLA	Gorée Institute Youth Leadership Academy
MOOC	Massive Open Online Course
NIMD	Institut Néerlandais pour la démocratie multipartite
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
POD	Power of Dialogue
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UA	Union africaine
UCAD	Université Cheick Anta DIOP

PRÉSENTATION DES PARTENAIRES ORGANISATEURS



Gorée Institute

Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique

Créé le 25 juin 1992 par un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en une Afrique émergente, le Gorée Institute est une organisation panafricaine qui œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés, d'institutions et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des Etats démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, une société civile indépendante et engagée. Le Gorée Institute promeut l'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions qui sont, par excellence, ses valeurs, compétences et activités essentielles.



(EMP-ABB)

Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE

Créée en 1999 en Côte d'Ivoire, transférée au Mali en 2002, la nouvelle École de Maintien de la Paix « Alioune Blondin Beye » fut inaugurée à Bamako le 26 mars 2007 devenant une école internationale de droit malien, à financement multilatéral, regroupant une douzaine de pays contributeurs. A travers un enseignement pluridisciplinaire de qualité, adapté aux réalités africaines, ouvert sur le monde et reposant sur les concepts de paix et de sécurité, l'EMP ABB a pour mission de contribuer au renforcement des capacités des États africains en matière de soutien à la paix et prioritairement de la Force en Attente de la CEDEAO (FAC). Cet enseignement s'adresse aux trois composantes de la FAC, militaire, police et civile.



INTRODUCTION



INTRODUCTION

Historique contextuelle

1. Historique et analyse contextuelle

La résolution historique 2250 du Conseil de sécurité, adoptée en 2015, reconnaissait la contribution positive de la jeunesse aux efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. L'énorme potentiel des jeunes pour la réussite du programme pour la paix et la sécurité est la clé de la réalisation des objectifs de développement durable. De même, le cadre de l'Agenda 2063, l'Union africaine (UA) a élaboré diverses politiques et programmes pour la jeunesse dans le but de tirer parti du dividende démographique. Renforcer l'impact des politiques et des stratégies de gouvernance, de paix et de sécurité ne peut se faire que par une compréhension approfondie des expériences vécues par les jeunes.

Au cours des 20 dernières années, on a noté le déclin de l'engagement civique, citoyen et politique des jeunes au Sahel. Confrontés au taux chômage et au mécontentement généralisé lié à la gouvernance, les jeunes Africains sont de plus en plus désengagés. Ce mécontentement se manifeste par le soutien des régimes militaires qui deviennent une alternative plus rassurante selon eux des régimes civils ayant cumulé des échecs dans leur gouvernance. Bref, des visions radicalement différentes de l'avenir de l'Afrique se forment.

Depuis l'arrivée des militaires au pouvoir, la région du Sahel a été secouée par des manifestations, souvent en faveur des juntes, contre la présence française, ou en demande d'une présence russe. Ces mouvements mobilisent, pour la plupart, des jeunes, des organisations de la jeunesse, des étudiants, qui réclament un changement. Ils perçoivent le pouvoir des juntes comme une porte ouverte vers ce dernier. Au-delà des manifestations dans les rues, où des drapeaux sont brandis, d'autres brûlés, le mécontentement des jeunes se fait aussi ressentir sur les plateformes des réseaux sociaux. En effet, ces réseaux sociaux leur permettent aussi d'organiser leurs rassemblements, ou encore de créer des espaces d'échanges.

L'expérience de révoltes citoyennes victorieuses au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Maghreb, doit pousser les élites politiques traditionnelles à se rendre à l'évidence d'être appelées à cohabiter avec une nouvelle force citoyenne formée majoritairement de jeunes. Celle-ci puise sa légitimité de la rue, cet espace urbain où se forment les espoirs très vite déçus d'une jeunesse malmenée par la précarité, le chômage, l'incertitude. Les

figures de ces mouvements de jeunes, issus pour la majorité des milieux défavorisés, intègrent et traduisent en discours le vécu de millions de leurs concitoyens. On est en face donc d'une nouvelle conscience citoyenne appelée à demeurer dans le paysage politique par la contestation et la dénonciation fréquentes de la gouvernance scandaleuse.

Néanmoins, les jeunes doivent aller au-delà de cette forme de contestation et s'affirmer sur le plan politique. La jeunesse sahélienne à poser les premiers actes d'un changement qui ont permis de chasser certains gouvernants du pouvoir, ces derniers soucieux de leur avenir, ont aussi soutenu les régimes militaires dont ils pensent être la meilleure solution. Il est temps pour ces jeunes de se convertir en force de proposition au bénéfice des gouvernants, qu'ils soient militaires ou civils.

2. But et objectifs du forum

L'objectif de ce Forum est de fournir aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage, d'échange d'expériences, de bonnes pratiques afin de proposer de nouvelles perspectives et d'améliorer leur participation à la citoyenneté et aux processus de paix en Afrique et au Sahel. Le Forum impliquera également des jeunes experts et des praticiens qui partageront leurs pensées, leurs analyses et leurs expériences sur l'état de la citoyenneté, la gouvernance, la paix et la stabilité au Sahel et au-delà.

Objectifs spécifiques

- Créer un espace pour un échange intergénérationnel de connaissances, d'enseignements et d'expériences.
- Recueillir la perspective des jeunes et leurs propositions de solution sur l'exacerbation de la conflictualité, l'instabilité politique et l'instabilité, institutionnelle dans l'espace Sahel
- Donner aux jeunes l'opportunité d'échanger sur le concept de citoyenneté en vue de le repenser dans le contexte africain et la mise en place de mécanismes de réduction de l'impact de l'instabilité chronique sur les jeunes de l'espace Sahel.
- Permettre aux jeunes d'interagir avec les autorités étatiques, notamment maliennes et les représentants des institutions internationales et sous-régionales, et de tirer des enseignements de leurs expériences.
- Porter le plaidoyer pour la mise en application des principaux résultats issus du forum

par les décideurs et la prise en compte des recommandations dans les politiques publiques des États du Sahel, notamment en faveur de la jeunesse.

3. Résultats obtenus

- Le forum a contribué à la création d'un espace d'échange intergénérationnel, de connaissances, d'enseignements et d'expériences ;
- Les échanges ont permis de recueillir la perspective des jeunes et leurs propositions de solution sur l'exacerbation de la conflictualité, l'instabilité politique et l'instabilité, institutionnelle dans l'espace Sahel ;
- Les jeunes ont eu l'opportunité d'échanger sur le concept de citoyenneté en vue de la repenser dans le contexte africain et la mise en place de mécanismes de réduction de l'impact de l'instabilité chronique sur les jeunes de l'espace Sahel ;
- Les jeunes ont eu l'occasion d'interagir avec les autorités étatiques, notamment maliennes et les représentants des institutions internationales et sous-régionales, et de tirer des enseignements de leurs expériences ;
- Le forum a servi de cadre de plaidoyer pour la mise en application des principaux résultats issus du forum par les décideurs et la prise en compte des recommandations dans les politiques publiques des États du Sahel, notamment en faveur de la jeunesse.

4. Démarche méthodologique

Le forum s'inscrit dans une approche inclusive et participative permettant un dialogue ouvert et constructif autour des réelles préoccupations des jeunes et des propositions d'actions concrètes des participants. À cet effet, la facilitation se concentre sur les trois types de sessions suivants :

Des discours d'ouverture par des personnalités influentes, des partenaires de mise en œuvre et des autorités étatiques du Mali qui ont fait le point sur la situation au Sahel, le rôle des jeunes dans la paix et la stabilité avec des conseils et des recommandations fortes ;

Des thèmes portant sur des questions spécifiques au Sahel sont présentés et discutés lors des panels animés par des experts dont des jeunes ;

- Partage d'expérience et témoignage sur le GYLA ;
- Travail en groupe pour formuler les recommandations qui ont fait l'objet d'une déclaration des jeunes ;
- Une cérémonie de clôture.

5. Participation au Forum

Les participants ou bénéficiaires directs de ce forum sont des jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans. Au total, le forum a réuni environ 200 jeunes leaders de 5 pays de la

CEDEAO : Le Mali, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal, et le Burkina Faso ;

Compte tenu du grand intérêt que suscitent les activités du Gorée Institute et de ses partenaires auprès des jeunes de la sous-région ces dernières années, la participation au forum a fait l'objet d'une sélection rigoureuse. Les participants sont choisis sur la base de critères tels que l'âge, l'expérience dans les domaines indiqués, la responsabilité, l'appartenance à une organisation ou un réseau et l'engagement civique, etc.

- Membres d'Organisations de la Société Civile (OSC) ;
- Bénéficiaires du programme GYLA de l'Institut Gorée ;
- Conseils de la Jeunesse ;
- Ministère de la Jeunesse ;
- École de Maintien de la Paix ;
- Jeunes des partis politiques ;
- Jeunes acteurs communautaires ;
- Organisations de jeunesse ;
- Représentants d'institutions internationales ;
- Médias et jeunes influenceurs ;
- Organisations de recherche, groupes de réflexion, universitaires.



01

CEREMONIE D'OUVERTURE



CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture du 5^e Forum Régional de la Jeunesse a été marquée par la participation des partenaires de mise à œuvre du forum, des partenaires techniques et financiers, des autorités maliennes et les parties prenantes qui sont principalement des jeunes. Cette cérémonie a été présidée par le Ministre de la Jeunesse et des Sports Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne et a enregistré successivement les allocutions des officiels comme suit :

1. Résumé de l'allocution du Directeur General de l'EMP-ABB



« Le présent forum constitue non seulement une opportunité pour échanger des idées, mais aussi un lieu où les voix, les aspirations, et surtout l'engagement des jeunes du Sahel trouvent une tribune d'expression ».

Colonel Souleymane SANGARE , DG
EMP-ABB

Le DG a souhaité la bienvenue à tous les participants et exprimé sa gratitude à Gorée Institute pour l'opérationnalisation exemplaire du partenariat stratégique qui lie les deux institutions à travers des échanges réguliers d'experts et l'organisation d'activités conjointes tel que ce forum.

Le thème de cette année, "Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix

au Sahel : aller au-delà de la contestation," cadre parfaitement avec la vision de l'EMP conformément à son cadre stratégique 2024-2028 selon lui. Le thème du présent forum est une invite à la jeunesse pour réfléchir à son rôle dans un contexte marqué par de profonds défis socio-économiques et sécuritaires, mais également par un potentiel inestimable pour bâtir un Sahel plus stable, plus inclusif et plus prospère.

Selon lui, c'est la diversité des défis au Sahel qui impose le rôle central des jeunes plus comme un moteur de changement que des bénéficiaires. Leur créativité, leur énergie et leur désir de changement sont les ressources les plus puissantes dont dispose le Sahel pour briser le cycle de violence et de pauvreté.

Au-delà des contestations, c'est d'écouter leurs préoccupations, de les former, donner les moyens aux jeunes et les impliquer dans les processus décisionnels. Dans son propos, le DG invite les jeunes à faire entendre votre voix, à la fois pour dénoncer, proposer et initier. Il affirme que la jeunesse est l'avenir du Sahel, mais qu'elle est aussi son présent. Aller "au-delà de la contestation" signifie assumer la responsabilité de construire ce qu'ils souhaitent pour leur région, le Sahel.

Il conclut son allocution en adressant des salutations chaleureuses aux autorités, à Gorée Institute pour la confiance renouvelée pour l'organisation de ce forum une seconde fois, les partenaires techniques et financiers, le Royaume des Pays-Bas pour le partenariat fécond et félicite les participants qui ont eu la chance d'être sélectionnés pour cette rencontre de partage.



2. Allocution du Directeur Exécutif du Gorée Institute



« Nous avons en Afrique, particulièrement au Sahel une jeunesse résiliente, crédible, compétente, digne de confiance et dynamique. Nous avons une jeunesse qui aspire à tenir le rôle de coproduction et co-supervision des politiques publiques ».

Doudou DIA, Directeur Exécutif de Gorée Institute

L'allocution du Directeur Exécutif de Gorée Institute était teintée de gratitude, de satisfaction et de motivation pour les jeunes. Il a mis l'accent sur le potentiel des jeunes et leur incroyable capacité à contribuer positivement aux changements en dépit des nombreux défis qu'ils rencontrent.

A l'entame de son propos, il a exprimé ses vifs remerciements et sa reconnaissance au Directeur de l'EMP-ABB, au Ministère de la Jeunesse et des sports, pour le partenariat dans l'organisation de ce Forum régional des jeunes autour du thème : Rôle et engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au sahel : aller au-delà de la contestation. Il a également adressé sa gratitude aux partenaires de mise en œuvre du programme Power of Dialogue, le CEMI, Akina Mama Wa Afrika et le NIMD qui assure le lead du consortium.

Ensuite, il a salué la prise d'initiatives de la jeunesse qui s'inscrit de plus en plus dans une

posture de relever les défis de leur autonomisation, à se positionner comme des acteurs centraux pour la paix, l'éthique, la citoyenneté, le développement et surtout autour des questions électorales. D'une citoyenneté fondée sur le devoir, la jeunesse choisit une citoyenneté de l'engagement qui fait bouger les lignes et les normes sociales limitatives selon le Directeur.

Étant convaincu qu'il suffit de donner les moyens et de faire confiance aux jeunes pour se réaliser, il déconstruit la perception de la faiblesse des compétences et le manque d'expérience des jeunes qui sont souvent évoqués pour limiter leur participation. Les quarante bénéficiaires de l'Académie des Jeunes Leaders du Gorée Institute de l'édition 2024 ont fait preuve de compétence et de crédibilité par la production de documents de plaidoyer qualitatifs, pertinents et cohérents grâce à l'accompagnement des coachs pays et de l'équipe programme qu'il n'a pas manqué de saluer et de féliciter.

A propos du forum, il rappelle que le Forum Annuel de la Jeunesse est à sa cinquième édition et a pour but d'encourager un dialogue citoyen et responsable d'une part, entre jeunes du Sahel et d'autre part, entre jeunes et décideurs. Ce forum est un espace libre et ouvert où les jeunes trouvent des solutions constructives et participatives à leurs difficultés. Dans la même dynamique, il salue la noble initiative du gouvernement du Mali qui consiste à mettre en place les programmes École de la citoyenneté et Brigade citoyenne. L'objectif de tous ces programmes étant de connecter les jeunes, leurs valeurs endogènes, exploiter la culture locale et construire une communauté élargie de femmes et de jeunes, actrices et acteurs, de changement social qui font avancer la cohésion nationale tout en restant ouvert au monde.

Avant de conclure son propos, il appelle les jeunes à se préparer à faire face aux défis de ce monde, de garder espoir, de renégocier le contrat social et d'aller au-delà de l'activisme de contestation pour être une force de propositions et d'innovation sociale. Il finit en adressant des remerciements au ministre de la Jeunesse et des sports, à l'EMP-ABB, à MISAHEL, au PNUD et à l'ensemble des partenaires et au Gouvernement des Pays Bas.



3. Résumé de l’allocution de la Représentante du Chef de Mission par intérim de la MISAHEL

« Pour la MISAHEL, le rôle de la jeunesse est incontestable et indispensable dans le processus de gouvernance politique et sécuritaire, grâce à sa diversité, sa force, sa richesse ». Nana Alassane TOURE, MISAHEL

La représentante du Chef de Mission de la MISAHEL à l’entame de son propos a tenu à exprimer sa gratitude à l’Institut de Gorée pour l’organisation du forum et l’EMP-ABB pour la qualité de la collaboration avec la MISAHEL.

Elle a salué le choix de la thématique du forum pour laquelle l’Union Africain porte un grand intérêt, tout en rappelant le rôle central des jeunes dans les processus de gouvernance politique, sécuritaire, le développement et une paix inclusive et durable. Soutenant la mise en place des stratégies par l’organisation pour assurer une forte participation des jeunes dans les initiatives de paix et de développement notamment la Charte africaine de la jeunesse, le Cadre continental jeunes, paix et sécurité et la sensibilisation sur les défis et préoccupations auxquels les jeunes sont confrontés à travers le continent.

Par ailleurs, le curseur a été mis sur les capacités d’analyse, de prévention et l’engagement des jeunes à contribuer aux réponses sur des questions politiques, de paix

et de développement. Madame TOURE appelle les jeunes à saisir l'opportunité qu'offre ce forum pour échanger et définir conjointement les pistes d'actions pour ouvrir la voie à un avenir plus paisible, inclusif et prospère pour la région du Sahel.

Elle conclut son propos en remerciant le Ministère de la Jeunesse, et Gouvernement de la Transition pour le soutien continu aux initiatives de l'Union Africaine en faveur des jeunes du Mali et du Sahel.



4. Résumé de l'allocution de Son Excellence Madame l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Mali

Son excellence dans son allocution a tenu à saluer les organisateurs du forum, le Gouvernement du Mali et les partenaires du forum. Elle a souligné l'intérêt de son pays pour la jeunesse du Sahel et celle du Mali en particulier avec la mise en place d'un conseil consultatif des jeunes auprès de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Mali.

Elle conclut son propos en saluant l'initiative de ce forum qui donnera l'occasion aux jeunes d'instaurer un dialogue franc et de trouver des solutions aux défis pour améliorer leur participation dans les processus politiques et de paix dans leur pays respectifs.

5. Résumé du discours inaugural du Ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne



Le discours inaugural du Ministre de la Jeunesse s'articulait principalement autour de la définition des concepts clés, du rôle des jeunes et un appel à la prise de conscience et à l'action.

Tout d'abord, avant de rentrer dans le vif du sujet, il était important pour lui de définir au préalable le jeune, les concepts gouvernance, de citoyenneté, de patriotisme, le rôle et engagement des jeunes, la paix, leur interconnexion et la nécessité de contextualiser lesdits concepts au regard de notre histoire, nos valeurs, nos traditions et des nouvelles dynamiques de nos pays.

Par rapport à la thématique du forum, " Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation", Monsieur le Ministre a appelé la jeunesse à se poser les questions suivantes : quand on joue un rôle, est-ce la signification qu'on est engagé ? Quand on est engagé, est-ce que cela veut dire qu'on joue un rôle ? Il faut déterminer les mots, lorsqu'on parle de rôle, on parle de quoi ? est-ce en termes de positions ou des responsabilités. Dans le cadre de l'engagement, c'est pareil, est-ce qu'il s'agit d'un investissement ? Il est important de donner un contenu aux mots, . En effet chaque mot compte, soit pour influencer, soit pour déstabiliser, soit pour encourager, soit pour introduire des notions.

Dans son propos, il a aussi rappelé les difficultés que les pays du Sahel traversent ces dernières années, mais également le rôle central que des jeunes conscients, engagés, inspirés et inspirants ont joué en incitant les politiques à prendre les responsabilités. Les jeunes sont les moteurs et les piliers de l'État, les pays du Sahel ont besoin de jeunes motivés et ayant foi en leur potentiel.

Pour terminer, Il espère que cette rencontre ne soit pas une de plus, que l'apport des jeunes sera de faire la différence entre leurs analyses, les recommandations et toutes les actions concrètes qui vont suivre. Il a appelé les jeunes à écouter, apprendre et avoir un sens critique pour atteindre leurs objectifs et se dit impatient de voir les recommandations issues de ce forum.

02

PANELS





PANELS

1. Prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Sahel : rôles et responsabilités des jeunes.



Présentation

Les pays du sahel sont confrontés depuis plusieurs années à la montée en puissance des groupes extrémistes. Leurs revendications trouvent échos chez les jeunes en proie au manque d'opportunités et aux frustrations alimentées par la mauvaise gouvernance (favoritisme, corruption...). D'autres facteurs favorisant la radicalisation, puis l'extrémisme violent comprennent sans pour autant s'y limiter, le chômage, le sentiment d'exclusion des jeunes ruraux et de milieux défavorisés dans les processus de gouvernance locale, des besoins de protection et de sécurité individuelle et/ou communautaire. L'absence ou la faiblesse d'autorité de l'État sont également des facteurs qui contribuent fortement à la radicalisation des jeunes.

Face à ces défis, pour les jeunes, la violence est devenue un moyen d'expression et de revendications des besoins non satisfaits. Faisant d'eux les principaux acteurs ou exécutants des actes extrémistes au Sahel. En dépit de ce constat, la voix des jeunes n'est pas suffisamment prise en compte dans les processus de réflexion et les réponses dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, malgré l'existence d'un cadre légal fourni en la matière. On peut citer la Résolution 2250, l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), la Politique de la CEDEAO sur la jeunesse et son plan d'action stratégique. Ces instruments reconnaissent le rôle d'acteurs de changement positif et encouragent la participation des jeunes dans les efforts de stabilisation, de la paix et la citoyenneté. Par ailleurs, les politiques nationales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ouvrent également la voie à la participation effective des jeunes.

Pour mieux comprendre les enjeux liés à la participation des jeunes dans la prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Sahel, les contributions des panélistes ont consisté à mettre en exergue les causes profondes de la radicalisation à l'extrémisme violent, les défis et opportunités de participation des jeunes dans la prévention et la lutte ainsi que les initiatives des États, des OSC dans la sensibilisation et la mise en œuvre d'actions concrètes. Ainsi, M. Abdou Kola BOCOUM de Think Peace Sahel ; Mme Angeline SAVADOGO, Société Burkinabè de Géopolitique / Alliance des jeunes pour la Paix et la Stabilité au Sahel ; Dr. Aly Tounkara, Université des lettres et Sciences Humaines de Bamako, Centre d'études sécuritaires et stratégiques du Sahel et Dr. Latyr Tine, Gorée Institute ont partagé leurs analyses et perspectives sur le sujet.

Les présentations ont permis de faire un rappel du contexte sahélien qui demeure un terreau fertile à la radicalisation et à la violence par la complexité des défis et les insuffisances des réponses des Etats et de la communauté internationale. Selon les panelistes, si l'engagement des jeunes dans l'extrémisme violent peut prendre différentes formes (terrorisme, recrutement forcé ou volontaire, agents de renseignements, recruteurs...), il est aussi possible que leur participation soit positive et décisive pour atteindre des résultats satisfaisants sur la durée par :

Engagement dans des initiatives de paix : Les jeunes peuvent s'impliquer activement dans des projets de sensibilisation à la tolérance, à la paix, à la cohésion sociale ;

Lutter contre fake news en ligne : participation à la sensibilisation et une prise de conscience pour une utilisation responsable des réseaux sociaux et la diffusion de messages de cohésion sociale ;

Développement de l'esprit critique : Se former à des compétences critiques, notamment à travers des programmes éducatifs, l'information et le dialogue intergénérationnel ;

Accroître des initiatives locales de résilience : avec le concours de OSC, inspirer et accompagner d'autres jeunes à surmonter les défis sans recourir à la violence.

Développer le leadership communautaire : mobiliser et responsabiliser d'autres jeunes dans les initiatives de prévention et de lutte contre de l'extrémisme violent avec une attention particulière sur les jeunes ruraux et de milieux défavorisés.

Défis

- Insuffisance des ressources humaines de qualité ;
- Sentiment de non-appartenance et de reconnaissance ;

- Délitement de la confiance des jeunes envers les gouvernants ;
- Ambiguïté autour de l'interprétation des textes religieux ;
- Communautarisation des conflits dans la région ;
- Sous représentativité des jeunes dans la prise de décision et les mécanismes de paix.

Points de discussions

L'insuffisance de compréhension des jeunes sur le phénomène de l'extrémiste violent limite une prise de conscience et leur engagement dans la prévention. En effet, la jeunesse sahélienne vivant majoritairement en milieu rural, l'accès à l'éducation et à l'information sur les risques de radicalisation ne sont pas systématiques. En somme, les jeunes ne sont pas suffisamment informés sur les concepts, les formes d'extrémisme violent et le processus de recrutement. De plus, les capacités financières, matérielles et humaines des groupes extrémistes font le poids face aux difficultés des États à mettre en place des mesures innovantes, contextualisées et proposer des alternatives durables à la violence.

Les jeunes ne s'approprient pas les politiques nationales et instruments juridiques. Ces instruments constituent un tremplin pour une implication significative des jeunes dans la gouvernance, la paix et la sécurité. La maîtrise des tenants et des aboutissants de ces politiques permettrait aux jeunes de faire le suivi de l'application et d'interpeller les autorités. Mais pour cela, ils doivent être organisés et mettre en place une communication structurée avec les institutions et devenir des interlocuteurs crédibles.

Les réponses à l'extrémisme violent au Sahel intègrent davantage la lutte que la prévention. Pour les jeunes, les sources de frustration et de méfiance des pouvoirs publics conduisant à la radicalisation (injustice, employabilité, sous-développement) sont connues. Cependant, il faudra attendre l'émergence d'un nouveau foyer de terrorisme pour agir tout en privilégiant les options militaires. Ce constat impose de s'interroger sur l'efficacité des stratégies développées pour lutter contre l'extrémisme violent au Sahel.

Recommandations :

- **Mettre l'accent sur l'éducation et le renforcement des capacités sur les politiques et orientations des Etats ;**
- **Accompagner les initiatives d'autonomisation des jeunes ;**

- **Contribuer à l'édification de fortes institutions dirigées par des hommes forts ;**
- **Améliorer la confiance en soi et la prise d'initiatives chez les jeunes à travers la formation ;**
- **Être plus proactive dans la prévention de l'extrémisme violent ;**
- **Impliquer les jeunes dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ;**
- **Promouvoir le dialogue religieux pour l'harmonisation des discours religieux et l'interprétation des textes ;**
- **S'appuyer sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la résolution 2242 (adoptée en octobre 2015) qui reconnaît la nécessité d'impliquer les femmes dans la prévention de l'extrémisme violent.**

Enseignements et bonnes pratiques

Le potentiel d'acteur de changement des jeunes est sous-évalué et sous-exploité : les jeunes sont des alliés puissants dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Leur implication dans l'élaboration, la mise en œuvre des politiques, la sensibilisation et le monitoring permettrait de réaliser leur plein potentiel et d'atteindre des résultats probants et durables. Le réseautage peut également contribuer au renforcement du leadership des jeunes pour la paix, la bonne gouvernance et la sécurité.

Les perceptions sociales des jeunes et de leur rôle freinent leur plein engagement à la vie sociale et politique. Socialement, les jeunes n'ont pas leur place dans les sphères de dialogue et de prise de décisions, y compris sur des questions les concernant. Ces barrières doivent progressivement être levées pour améliorer l'inclusivité, le transfert de compétences intergénérationnel et la mise en œuvre participatif des décisions.

Les projets/programmes peuvent accompagner les initiatives de prévention des jeunes. La contribution des OSC autant dans la prévention que la lutte est capitale. A ce niveau, trois aspects doivent être pris en compte : (i) le renforcement des capacités sur la thématique et le cadre normatif ; (ii) l'accompagnement à la réinsertion socio-économique pour les jeunes à risques et les démobilisés (le projet « De jeunes armés à jeunes positifs » de Think-Peace au Mali est un exemple dans ce domaine) ; (iii) responsabiliser les jeunes dans la construction et la diffusion de message de sensibilisation au sein des communautés et sur les plateformes numériques.

Le manque de repères et la fragilité intellectuelle ouvrent la voie à l'enrôlement des jeunes. L'une des étapes du processus de recrutement consiste à l'endoctrinement idéologique. Les discours religieux alternés y jouent un rôle important, car les jeunes croient à tort à la sincérité du message et à la noblesse de la démarche. Pour rompre le cycle de radicalisation et l'influence des groupes extrémistes, l'accent doit être mis sur l'éducation et l'information pour les jeunes des zones à risques ou touchés par les conflits (déplacés internes, vulnérables). Des actions très spécifiques de formation professionnelle et d'insertion économique doivent cibler les enfants et jeunes adultes sortants des écoles coraniques, à l'image de l'association « Village pilote » du Sénégal.

2. Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour des transitions réussies ?



Présentation

Le contexte de l'Afrique postcoloniale de façon générale est fortement marqué par des crises cycliques et multidimensionnelles. Ces cinq dernières années, la complexité des crises politiques au Sahel, caractérisées par les conflits électoraux, une faible légitimité du pouvoir, des transitions prolongées, des menaces terroristes, des clivages internes et des influences étrangères a entraîné une dégradation continue des progrès en matière de démocratie, de gouvernance et de développement. Dans cette configuration, la jeunesse étant un acteur majeur autant de stabilité que de conflit se voit souvent marginalisée et exclue des processus de paix et de gouvernance politique. Or, l'efficacité des réponses militaires et la médiation privilégiés par les États méritent d'être questionnées sur la base des résultats obtenus à ce jour. Il est donc opportun de repenser les réponses aux crises politiques et institutionnelles en y intégrant les

aspirations et contributions des jeunes. Les panelistes, Dr. Ndeye Astou Ndiaye : Université Cheikh Anta Diop de Dakar ; M. Mamadou Sansi Bah : Réseau des Jeunes des Partis Politique au Sahel ; Mme. Halimatou Abdou Moukaila : Observatoire Mondial de la Bonne Gouvernance et Alliance des jeunes pour la Paix et la Stabilité au Sahel ont partagé leurs expériences et analyses sur les perspectives.

Les différentes interventions ont démontré la contribution positive de jeunes. En effet, les jeunes par leurs actions collectives ou individuelles contribuent de diverses manières à la stabilisation : cela comprend des initiatives de sensibilisation contre l'extrémisme violent, la cohésion sociale, des manifestations, la mise en réseau, des dialogues entre jeunes, des initiatives d'autonomisation et l'activisme numérique au Niger, au Burkina-Faso et au Sénégal.

Leur contribution est-elle comprise ou appréciée pour autant à sa juste valeur ? Selon les panélistes, au Sénégal, de 2021 à 2024, il y a eu environ 80 morts et des arrestations, tous des jeunes ont été déplorés. De même, avec les manifestations du M5-RFP au Mali en 2020, environ 14 jeunes ont perdu la vie. Ces différents exemples rappellent le rôle essentiel des jeunes comme potentiel acteur de changement positif ou comme catalyseur de crises. Leur détermination à changer la donne transparaît dans le niveau de risques qu'ils sont prêts à prendre pour être vus et attendus par les dirigeants. En lieu et place d'une reconnaissance, les actions des jeunes sont souvent perçues comme une menace pour le pouvoir et réprimer en conséquence.

Défis

- Méconnaissance ou faible appropriation des politiques publiques par les jeunes ;
- Difficultés d'accès à l'éducation et aux opportunités économiques ;
- Insuffisance de coordination entre les jeunes des OSC et celles des partis politiques ;
- Crise de confiance entre les acteurs politiques et les jeunes ;
- Réduction de l'espace d'expression avec les transitions ;
- Rupture entre les jeunes leaders des capitales régionales et les jeunes ruraux ;
- Manque de transparence dans les processus électoraux ;
- Instrumentalisation des institutions à des fins politiques.

Discussions

Les révoltes des jeunes ont des causes socio-économiques. Les frustrations et besoins non satisfaits en matière d'éducation scolaire, d'accès au marché de l'emploi et l'insécurité chronique alimentent les contestations des jeunes contre les pouvoirs politiques et la communauté internationale. Néanmoins, les jeunes, à travers leurs revendications, expriment un sentiment de lassitude et nourrissent l'espoir de contribuer à un changement positif.

Les jeunes, doivent-ils s'impliquer ou être impliqués ? Ils doivent mieux s'organiser et coordonner pour mener des actions structurées et impactantes. Pour ce faire, il est impératif de s'éduquer, se faire confiance, s'engager et s'informer sur les politiques publiques, leurs enjeux et les ouvertures possibles pour les jeunes. Par ailleurs, une forte implication positive des jeunes dans les processus électoraux comme électeurs et candidats peut aussi rehausser leur niveau de participation aux sphères décisionnelles, communautaires, politiques et institutionnelles.

Recommandations

- Renforcer l'éducation civique en intégrant des cours sur la citoyenneté, la gouvernance, la paix dans les programmes scolaires et universitaires ;
- Refonder la gouvernance économique en mettant en place de projets d'entrepreneuriat communautaire ;
- Renforcer l'État de droit avec une justice forte et indépendante ;
- Renouer ou renforcer le dialogue avec les jeunes ruraux ;
- Encadrer la fonction présidentielle pour éviter toute forme d'hégémonie ;
- Mettre l'éthique au cœur de la gouvernance ;
- Lutter contre la désinformation et les fakes news ;
- Veiller à une plus grande reconnaissance politique et institutionnelle des jeunes ;
- Surveiller les acteurs internationaux qui souvent complexifient la situation grâce à l'aide ;
- Favoriser une dynamique de progrès et de stabilité ;
- Susciter l'intérêt des jeunes à la compréhension des contextes et des politiques et

institutions.

Enseignements et bonnes pratiques :

Donner plus d'espace aux jeunes, à définir et mettre en pratique, à leur manière, ce que signifie pour eux une transition réussie et leur participation/implication. La prise en compte de leurs centres d'intérêt permet de construire une citoyenneté inclusive où la participation des jeunes n'est pas perçue comme une menace, mais comme une source de résilience démocratique.

Favoriser l'intergénérationnelle : L'organisation de cadre d'échanges intergénérationnels et le transfert continu de connaissances et de compétences contribue à l'émergence de jeunes leaders. Ces espaces peuvent mettre à l'échelle les dynamiques socio-culturelles et les valeurs sociétales traditionnelles positives. L'intégration de ces valeurs dans les approches et réponses des jeunes pourrait progressivement ouvrir la voie à leur implication systématique dans la vie publique.

Une reconnaissance institutionnelle et politique renforce l'influence des jeunes. Cette reconnaissance permettra de raffermir la confiance en soi, l'esprit d'initiatives, le leadership communautaire des jeunes. Il est crucial que les États reconnaissent la contribution des jeunes et intègrent leurs initiatives dans les processus décisionnels pour construire des modèles de gouvernance plus inclusive dans les contextes de transition.

Il est important de miser sur l'éducation, la formation et la responsabilisation des jeunes. Ils pourraient ainsi, au-delà des questions d'emploi, de gouvernance et de stabilité, s'attaquer à d'autres problématiques pertinentes et contemporaines tels les changements climatiques, les nouvelles technologies.

Les reformes politiques ne prennent pas en compte les réalités locales. Souvent calquées sur les textes internationaux ou des succès stories d'autres contextes, les reformes appuyés par les acteurs internationaux ne tiennent pas toujours compte des spécificités géographiques, sociales, culturelles, et politiques au Sahel. Il est plus que nécessaire de tenir compte des initiatives endogènes existantes et de contextualiser les réponses.

3. Leadership et engagement civique et politique des jeunes,

comme moyen de contribution à la reconstruction de nos États.



Présentation

Les États du Sahel font face à d'innombrables défis, notamment, les conflits communautaires, la corruption, la mauvaise gouvernance, le terrorisme, la perte d'identité et de valeurs culturelles, la fragilisation du tissu social, la crise de confiance entre les populations et les acteurs politiques. Les jeunes, longtemps considérés comme contestataires, agressifs, impatients et immatures, les défis actuels, obligent les acteurs politiques à reconsidérer leur participation dans les processus de sorties de crises. Cependant, cette participation ne doit pas se limiter à une présence symbolique, mais à une implication effective dans les processus de gouvernance politique, Institutionnelle. Les différentes présentations des experts ont permis de mieux appréhender la question. Les contributions de M. Moctar SY : Génération Engagée ; M. Abdoul Aziz Mahamadou : Directeur National de la Jeunesse ; M. Baba Dakono : Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité ; Dr Lamoussa Seydou Association SUUDU ANDAL / AJLPSS ont permis d'édifier les participants sur les défis et opportunités de renforcement du leadership et de l'engagement des jeunes pour la reconstruction de leurs pays.

Selon les panélistes, les facteurs qui contribuent à la faiblesse de leadership et l'engagement politique et civique des jeunes englobent un certain nombre de défis qu'il est important de souligner :

Les difficultés de catégorisation des jeunes : selon la Charte Africaine de la Jeunesse, est défini comme jeune toute personne âgée de 15 à 35 ans. Mais, de manière plus pragmatique, la jeunesse est plus large et peut aller bien au-delà des textes en fonction des pays et des conditions sociales, culturelles et politiques. Cela complexifie la définition

de la jeunesse et son engagement dans la mesure où les jeunes répondant aux normes standard sont difficilement représentés/responsabilisés dans la prise de décision communautaire et institutionnel. Il est donc important de prendre en compte les spécificités des contextes nationaux et locaux.

La forte croissance démographique : Au Sahel en particulier, cette croissance rapide entrave la croissance économique et la capacité des États à fournir les services de base (éducation, santé, eau.). Selon le rapport de 2018 du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel, 52% de la population des pays du Sahel sont âgés de 10 à 24 ans. La supériorité numérique qui, dans un sens, constitue un avantage avec une société majoritairement jeune, est devenue un défi et potentiel source d'instabilité politique pour les États, car elle est mal encadrée.

La jeunesse instrumentalisée à des fins politiques : face aux inquiétudes d'un présent complexe et d'un avenir ambigu, les jeunes sont devenus des objets politiques. La vulnérabilité économique, les stéréotypes et des promesses politiques d'un meilleur avenir, alimentent la passivité et la posture attentiste des jeunes. De ce fait, leur participation civique et politique, sous l'influence des politiques, est davantage contestataire qu'établie sur des stratégies réfléchies à long terme.

Malgré ces défis, les jeunes peuvent être créatifs et initient des actions variées.

Le leadership et l'engagement civique peuvent contribuer à la reconstruction en :

- Promouvant la bonne gouvernance dans tous les domaines ;
- Initiant des actions de veille citoyenne pacifique ;
- S'engageant pour un État de droit ;
- Participant à l'éveil des consciences et à l'édification d'un environnement social paisible ;
- Développant les compétences des jeunes pour qu'ils soient des acteurs de premier plan.

Le leadership et l'engagement politique des jeunes peuvent contribuer à la reconstruction à travers :

- L'implication au processus électoral comme électeur et candidat ;
- L'incitation au respect des engagements politiques (en usant des mécanismes légaux

de participation politique aux niveaux communal, régional, etc.) ;

- La meilleure connaissance des préoccupations réelles des jeunes pour des politiques plus inclusives et mieux adaptées ;
- Développer des capacités de mobilisation et d'écoute des préoccupations ;
- Défendre des convictions et avoir des principes.
- Connaître son pays et développer un esprit patriotique.

Défis

- La voix des jeunes catégoriels est étouffée par celles des jeunes circonsciés ;
- Manipulation des jeunes par les acteurs politiques et institutionnels ;
- Crise de leadership et manque de vision à long terme ;
- Insuffisance de ressources financières.

Discussions

Développer le leadership des jeunes : les crises constituent autant des défis pour les jeunes qu'une opportunité de développer un leadership communautaire. Pour se faire, il faut investir dans l'amélioration des compétences techniques et communicationnelles. Des ressources humaines de qualité et en mesure d'exprimer clairement les besoins spécifiques des jeunes et ceux de la communauté dans un langage respectueux de valeurs traditionnelles et citoyennes peuvent significativement contribuer aux transformations sociales.

Améliorer l'éducation et la formation : prioriser une éducation scolaire et universitaire de qualité pour rehausser le niveau des jeunes et développer leurs capacités d'analyse. Aussi, l'initiation de programmes de formation tenant compte des priorités des jeunes en termes de contenu, d'ouverture sur le marché de l'emploi et de l'entrepreneuriat en milieu rural et urbain est fortement recommandé. Cela contribuera à l'autonomisation financière des jeunes et à la résilience des communautés.

Quel modèle de jeune et quel engagement : l'engagement civique et politique de la jeunesse est indéniablement un moyen de contribution à la reconstruction d'États. Néanmoins, cet engagement ne doit pas se matérialiser dans une posture de suiviste. Il

doit être porté par une jeunesse responsable avec un esprit critique et capable de réfléchir et de proposer des solutions objectives et appropriées. S'atteler à la compréhension des politiques publiques et au fonctionnement du système pour améliorer la veille et le contrôle de l'action publique, y compris dans l'application des textes en faveur de la participation des jeunes. La jeunesse doit être une force de proposition et s'inscrire dans une dynamique d'influencer positivement les réformes politiques et institutionnelles et d'accompagner leur mise en œuvre. De plus, la création d'une synergie entre les jeunes vulnérables et de milieux défavorisés et les jeunes leaders témoigne de l'engagement collectif pour une gestion plus inclusive et adaptée de la vie publique.

Perception négative de la politique : des décennies de mauvaises pratiques, de fausses promesses, de corruption et manque d'éthique ont ébranlé la foi des jeunes en la politique. Elle est perçue comme un moyen d'obtenir du prestige et de l'argent sans fournir des efforts au lieu d'être comprise comme un moyen d'assurer le développement économique, sociale et culturelle. En outre, peu de jeunes ont la volonté de se forger un parcours politique et préfère être des simples animateurs du processus électoral et être du côté des gagnants.

Recommandations

- Organiser un Forum Régional des jeunes ruraux ;
- Améliorer la participation des jeunes à la veille citoyenne et la gouvernance locale ;
- Investir dans la formation et l'amélioration des compétences ;
- Approfondir les réflexions sur les opportunités de transformation de la croissance démographique en outil de développement ;
- Garantir la participation des jeunes des milieux défavorisés dans les initiatives d'information et d'implication des jeunes ;
- Bâtir sur les échecs et les réussites.
- Incarner les valeurs et attitude d'un leadership transformationnel ;
- Participer au choix des dirigeants locaux et nationaux (vote, suivi des élections, ...) ;
- Insérer des cours d'éducation civique et morale (ECM) au primaire pour permettre aux jeunes de mieux connaître leur pays, ses institutions et de grandir avec des valeurs civiques et patriotiques ;

- Définir les raisons de son engagement et rester constant dans sa démarche.

Enseignements et bonnes pratiques

La participation civique comme tremplin à une participation politique. Les jeunes militants des OSC locales ont plus de chance de développer les qualités et le leadership nécessaire à un engagement politique épanouissant. En effet, les jeunes leaders sont très souvent coptés par les politiques pour leurs idées innovantes et leur vision avant-gardiste des besoins de leur communauté. Cela représente une ressource que les jeunes ne savent pas toujours exploiter en leur faveur et en faveur de la jeunesse.

Connecter les textes aux réalités socio-culturelles de nos Etats est une nécessité. En Afrique, généralement, les jeunes s'épanouissent tardivement d'un point de vue financier et social. Ceux de la tranche d'âge 14-35 ans sont souvent occupés par les études et la recherche d'emploi et moins intéressés à la politique. Il est donc intéressant de : redéfinir la « jeunesse » en considérant les réalités des pays du Sahel ; en initiant des activités et programmes qui favorisent l'émergence des jeunes à l'image du GYLA ; en veillant au respect strict des textes dans la mise en place des instances des jeunes ; en réfléchissant à la contribution de cette jeunesse hors catégorie (plus de 35 ans) qui pourtant parle et agit au nom des jeunes de la tranche d'âge 14-35 ans.

Accorder la priorité à la participation régulière, systématique et effective des jeunes comme condition essentielle à la viabilité, au caractère ouvert et à la réussite des activités de consolidation de démocratie et de la paix. Ce principe est d'une importance particulière lorsque les jeunes sont majoritaires dans la population.

Les contestations contribuent largement à l'éveil des consciences. Conçue et exécutée par les jeunes avec des objectifs claires, servant leur cause, et sans influence externe négative, les contestations ouvrent la voie à un dialogue actif et productif avec les acteurs politiques et institutionnels sur les préoccupations et pistes de solutions des jeunes.

4. Internet : Espace de contestation ou de construction d'idées innovantes pour un meilleur changement ?



Présentation

Les réseaux sociaux jouent indubitablement un rôle crucial dans la diffusion d'information. Face au manque de communication des dirigeants, au faible accès aux médias traditionnels, les plateformes numériques sont devenues les principales sources d'informations pour les utilisateurs majoritairement jeunes. L'intérêt des jeunes pour le numérique s'est d'autant plus accru avec les crises politico-institutionnelles et sécuritaires qui sévissent au Sahel. En l'espace d'un an, de 2020 à 2021, le nombre d'internautes a augmenté de 18,5 % au Mali, de 18,9 % au Burkina Faso et de 20,9 % au Niger.¹ Internet est donc devenu, d'une part, un puissant outil de contestation, de dénonciation des injustices sociales, des frustrations, de sensibilisation et de la veille citoyenne. Et d'autre part, un espace de propagande, de diffusion de fausses informations et manipulation de l'opinion publique. Dans ce contexte, il est important de se demander comment l'Internet peut-il être un véritable espace de création et de soutien aux innovations pour un changement inclusif et durable. C'est à cette question que les panélistes qui sont Tidiani Togola, Fondation Twindi, Boubacar Chimba Rabiato, Jeune chambre International / AJPSS, Fara NDIAYE : Association Jeunesse Espoir / AJPSS ont tenté de répondre à travers leurs interventions.

Selon les panélistes, les plateformes numériques (Facebook, Twitter, WhatsApp, Tik-tok) jouent un rôle central dans la prise de paroles des jeunes et autres couches pas ou peu écoutées parce que c'est :

- Langage accessible à toutes les sensibilités ;
- Un espace de communication et la coordination pour des actions citoyennes. A l'image du mouvement des jeunes « Y en a marre » au Sénégal ;
- Un espace de dénonciations des atteintes aux droits humains (violences basées sur le genre, droits des enfants et des détenus politiques) ;
- Un espace de développement d'alternatives aux crises sécuritaires et/ou sanitaires. Le télétravail et la communication pour faire face à la COVID 19 (réunion et travail en ligne, espace d'apprentissage en ligne) ;
- Un d'espace d'expansion de l'entrepreneuriat numérique donnant accès au marché régional ;
- Un espace d'apprentissage, le partage d'idée et de connaissance ;

¹ Simon Kemp, « Digital 2021 : Global Overview Report », Datareportal, 2021

- Un espace de construction citoyenne et de mouvement citoyen ;
- Un espace de mobilisation et de plaidoyer (départ des bases militaires des forces étrangères) ;
- Un espace de démocratisation de l'information (internet donne l'opportunité aux jeunes de porter leur revendication).

Défis

- Rapidité de la dissémination des fausses informations ;
- Influence des fakes news sur l'opinion publique, les rapports sociaux et la confiance envers les institutions ;
- Discours d'incitation à la violence et revendication d'actes extrémistes ;
- Insuffisance dans la réglementation de l'utilisation des réseaux sociaux ;
- Faible couverture réseau en milieu rural limitant l'accès continu à l'information fiable.

Discussions

Défis d'une utilisation rationnelle et positive des plateformes numériques. Les effets néfastes de l'internet découlent principalement de son usage. La recherche de l'exclusivité pousse certains journalistes et créateurs de contenu à partager des informations sans prendre le temps de faire le travail de collecte, de recoupement et de traitement nécessaire. La complexité du phénomène et ses implications doivent susciter une prise de conscience collective et des actions concrètes pour préserver la cohésion sociale et la sécurité. Il est du devoir des jeunes qui sont les premiers utilisateurs et des professionnels des médias de mettre en place des mécanismes de la prévention à travers :

La vérification de l'information, des sessions de sensibilisation et de formation à d'éducation aux médias et à l'information et les conséquences de la désinformation sur les individus, les communautés et les efforts locaux de paix et de stabilisation.

La promotion du journalisme sensible aux conflits et au genre en proposant des contenus éducatifs sur les problèmes sociaux (solutions aux conflits agriculteurs-éleveurs, citoyenneté, connaissance des droits et devoirs, plaidoyer et veille citoyenne, etc.)

La création des cadres d'échange et partage de perspectives sur la problématique avec les jeunes et au sein des communautés pour proposer des stratégies de prévention et de

lutte contre les discours propagandistes.

Règlementation et liberté d'expression : Internet n'étant pas un espace de non-droit et au regard des enjeux, il est nécessaire de mettre en place un système de réglementation pour éviter que l'espace numérique ne se transforme en jungle et nuise à la protection des droits humains sans pour autant limiter la liberté d'expression. Cette réglementation, faite de manière participative, sera un moyen de protection collective au lieu de paraître comme un outil de répression individuelle ou de règlement de compte.

Recommandations

- Renforcer le cadre normatif et institutionnelles de l'espace numérique de manière consensuelle et veiller à leur vulgarisation auprès du grand public ;
- Sensibiliser et formuler des messages alternatifs aux fake news et aux discours négatifs ;
- Multiplier les initiatives d'éducation de la jeunesse aux médias, à l'information avec l'appui des OSC ;
- Améliorer l'accès aux infrastructures numériques en renforçant la qualité et la capacité de fourniture d'internet ;
- Travailler sur la souveraineté numérique de certaines infrastructures pour prévenir la cybercriminalité.

Enseignements et bonnes pratiques

Internet bouleverse les mœurs et les coutumes : si le regain d'intérêt pour les plateformes numériques tel que Facebook et Tik-tok a été fortement influencé par les crises, on constate aussi que des comportements déviants qui émergent de plus en plus. Des insultes de personnalités, de leaders communautaires et autorités, la diffamation et des vidéos d'humiliation des individus sont fréquents. En outre, internet étant conçue pour retenir et diffuser un grand nombre des données, exposer sa vie privée ou celle des autres peut porter des préjudices irréversibles (rejet, violences, perte en vie humaine). Les utilisateurs, en particulier les jeunes, doivent comprendre qu'il y a des moyens de protester dans le respect des droits et de véhiculer des informations sans heurter la sensibilité des communautés.

Informé et sensibiliser les plus jeunes : il est impératif de mieux informer les jeunes utilisateurs aux avantages et inconvénients des réseaux sociaux. Cela leur permettrait de trouver leurs centres d'intérêts plus facilement et de s'imposer des limites. La mise à l'échelle d'initiatives innovantes contextualisées pour débattre sur des thématiques

pertinentes, notamment l'extrémisme violent, la cohésion sociale, l'entrepreneuriat, le changement climatique, le genre, pour contribuer à faire de l'internet un espace co-construction et de changement.

Amener les influenceurs et créateurs de contenu à adopter une attitude responsable et de l'éthique professionnel. Pour ce faire, les OSC et les institutions gouvernementales peuvent appuyer et responsabiliser les communautés de blogueurs, les faitières des médias dans la sensibilisation, la mise en place des comités et d'alerte et de réponses locales et des campagnes de fact checking avec une forte implication des jeunes des zones reculées.

5. Mieux positionner les jeunes femmes comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et les processus de paix au Sahel.



Présentation

La nature et les déterminants de l'instabilité politique et institutionnelle au Sahel nécessite une inclusion substantielle de tous les acteurs. À cet effet, la reconnaissance du potentiel d'actrices de changement des femmes, y compris des jeunes femmes, et leur prise en compte dans les processus politiques et de paix est une opportunité à saisir. Cependant, des obstacles d'ordres sociaux et structurels subsistent. Les contributions des panélistes que sont : Nana Alassane TOURE : Chargée d'étude à la MISAHÉL ; Dr Ndeye Astou Ndiaye, UCAD ; Mme. Annick Carine Bado, Association Femme D'impact / AJPSS ; Madame Sanogo Gnagna SENE, WANEP-Mali, ont mis en évidence les contraintes et les pistes de solutions actionnables pour rehausser le niveau de participation des jeunes femmes aux processus politiques et de paix au Sahel.

Selon les panélistes, pour mieux positionner les jeunes femmes, il est impératif d'identifier

et de surmonter les obstacles qui freinent leur engagement, notamment :

Les facteurs socioculturels : la perception sociale des rôles, responsabilités et des pouvoirs restreint les choix et les aspirations des jeunes femmes. En effet, les pesanteurs socio-culturelles et le manque de confiance en soi que cela engendre limitent la présence et/ou la libre expression des jeunes femmes pour partager leurs points de vue ou défendre leurs intérêts devant leurs camarades masculins. La charge de travail domestique reposant principalement sur les jeunes femmes ne leur permet pas de s'épanouir dans les instances, décisionnelles locales. De plus, l'abandon scolaire, les mariages précoces et forcés, l'accès à la santé de la reproduction, sont autant d'obstacles qui rendent les jeunes femmes moins compétitives sur le marché de l'emploi et la vie sociale.

Les facteurs politiques : longtemps considérée comme un espace masculin, les jeunes femmes continuent d'être marginalisées sur le plan politique. Leur faible présence dans les partis politiques, dans les instances de décisions politiques et les mécanismes de paix locaux et nationaux est un facteur limitant la participation des jeunes femmes dans la gouvernance démocratique et sécuritaire.

Insuffisance de suivi de l'application des instruments juridiques : il existe un cadre normatif bien fourni en matière de promotion et de protection des droits des jeunes femmes. Cela dit, leur efficacité est limitée face à la rigidité de l'environnement social, économique, politiques et religieux. L'implication des femmes dans la gouvernance et les mécanismes de paix n'est pas systématique, et leur représentativité est souvent symbolique, sans véritable pouvoir d'influence sur les décisions prises.

Les jeunes femmes comme partenaires stratégiques : quelles opportunités ? Un cadre juridique est favorable à la participation des jeunes femmes : sur le plan normatif, des textes nationaux, régionaux et internationaux favorisent cette participation. Notamment, la loi sur la parité au Sénégal, la loi sur le quota au Mali, la charte africaine de la jeunesse (CAJ), Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), les Résolutions 2250 et 1325 des Nations Unies. Cependant, un leadership gouvernemental et parlementaire et une veille citoyenne active sont nécessaires pour une application effective et systématique.

Un vivier de jeunes femmes instruites et informées est une opportunité de participation de qualité. En dépit du poids des normes sociales, l'éducation et le leadership communautaire de la fille et jeunes femmes a connu un rebond ces dernières décennies. Elles sont souvent les premières touchées par les conséquences des conflits et de l'instabilité, mais les jeunes femmes peuvent apporter des perspectives uniques en

termes de compréhension des défis locaux et de solutions durables et inclusives aux conflits, aux problèmes de gouvernance et de sécurité.

Discussions

Il est à noter qu'en général, les jeunes femmes ont les mêmes contraintes que les femmes dans une autre mesure. Ainsi, Les facteurs favorisant la sous représentativité des jeunes femmes dans la prise de décision et les mécanismes de paix sont nombreux :

Les femmes occupent rarement des postes de dirigeants de partis politiques, il en est de même pour les autres organes exécutifs (Vice-Président, secrétaires généraux etc..). Les postes confiés notamment, chargés de mobilisation ou organisation et présidente des femmes sont souvent de seconde importance. Le leadership et la capacité de mobilisation ne suffisant pas pour être en tête de liste des partis politiques. La faible assise financière des jeunes femmes constitue un obstacle majeur. Le combat pour elle c'est de sortir de ces commissions pour se donner les moyens d'accéder aux hautes sphères de décision.

Les horaires des réunions sont discriminatoires pour les jeunes femmes. Les réunions politiques ou se prennent les grandes décisions se tiennent à des heures tardives ou la présence des jeunes femmes parmi des hommes peut-être est mal vue et interprétée. Il est nécessaire de mettre le poids de la supériorité numérique des jeunes femmes et femmes dans la balance pour la tenue des réunions à des heures raisonnables pour elles.

Méconnaissance et application partielle des instruments juridiques. La méconnaissance des textes par les jeunes femmes, les autorités régionales et locales chargées de veiller à l'application sont à corriger. Intensifier le plaidoyer pour le respect du cadre normatif et des engagements pour des ouvertures dans les mécanismes de paix, les postes électifs et nominatifs à travers des campagnes de vulgarisation et d'appropriation avec les femmes, les leaders communautaires et les autorités.

Querelles de leadership et solidarité féminine. Il y a peu d'opportunités d'inclusion pour les femmes et cela peut créer une compétitivité contre-productive entre elles. Elles auront tendance à moins collaborer. Des querelles de leadership apparaissent donc et amenuisent la cohésion et solidarité entre elles. Cette situation est pénalisante pour les jeunes femmes qui ne pourront pas profiter de leurs expériences et des retombées de l'engagement des leaders aînées. Pourtant, la consolidation de la solidarité féminine doit sous-tendre tout le combat. Plus de synergies d'actions des jeunes femmes avec leurs aînées pourront faire comprendre aux communautés que la lutte pour les droits des femmes n'est pas un combat contre les hommes ou les valeurs sociétales, mais un

combat contre le système et une question de droit.

Former et coacher les femmes élues. Pour éviter la mise en périphérie jeunes femmes, il faut renforcer les stratégies existantes avec : (i) renforcer les capacités des élues et potentielles candidates sur leurs droits et devoirs, leurs responsabilités en tant qu'élues et le fonctionnement du conseil communal ; (ii) valoriser les femmes modèles en mettant en place un mécanisme de reconnaissances et le dialogue intergénérationnel pour inspirer les jeunes femmes à s'engager dans la vie publique et les initiatives de paix ; (iii) identifier et impliquer les hommes positifs aux côtés des femmes dans le cadre de la sensibilisation des communautés et le coaching pour les potentielles candidates.

Recommandations

- Veiller à l'application des instruments juridiques et des engagements des États ;
- Multiplier les actions individuelles ou collectives d'informations et de sensibilisation pour la protection des droits des femmes et filles ;
- Créer un environnement favorable à l'équité à travers une éducation familiale sensible au genre ;
- Déconstruire les mentalités sur le rôle traditionnel de la femme pour changer les perspectives genre ;
- Plaider pour un rééquilibrage au niveau des institutions en respectant un système de parité ou de quota ;
- Promouvoir le partage des savoirs et des connaissances intergénérationnelles ;
- Résoudre les causes des inégalités sociales à travers la création de richesses ;
- Promouvoir l'expertise endogène des femmes dans la gestion des conflits ;
- Développer les compétences des femmes et jeunes femmes en matière de leadership, la médiation, les droits et devoirs, les instruments juridiques, le fonctionnement des institutions et autres thématiques pertinentes ;

Enseignements et bonnes pratiques

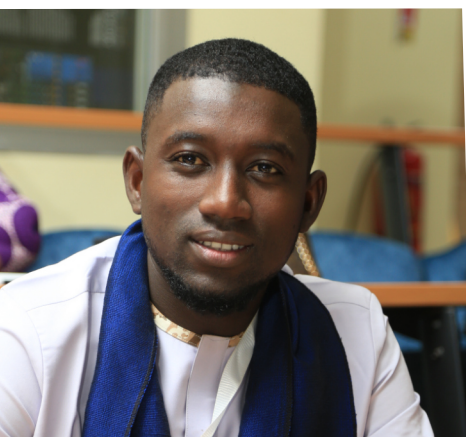
La fragilité des acquis en matière de protection des droits des femmes demeure un défi. Les transformations socio-politiques et institutionnelles relèguent systématiquement les

besoins et les voix des femmes et jeunes femmes au second plan. La suppression du Ministère de la Promotion de la femme au Niger et les contestations autour de la signature de la loi contre les VBG au Mali en sont de bels exemples. Il est donc impératif d'intensifier le plaidoyer et d'être proactive dans les rappels des engagements pris par les autorités en lien avec l'application des instruments juridiques.

La perception sociale des instruments juridiques limite une application plus favorable aux jeunes femmes. Ils sont souvent perçus comme une menace aux valeurs traditionnelles et familiales visant à mettre la femme au-dessus de l'homme et sous son autorité. Ils sont également vus comme des concepts importés et imposés par l'occident, or certaines dispositions de ces textes trouvent leur sens dans nos mécanismes endogènes, la charte de Kouroukan-fouga par exemple. Plus d'informations et de sensibilisation permettraient aux communautés et aux jeunes femmes de mieux s'approprier ces instruments pour se positionner comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et les processus de paix au Sahel.

L'âge et le sexe, double peine ou avantage pour les jeunes femmes ? Quand on parle de jeunes femmes et d'engagement citoyen ou politique, il est difficile de savoir à quelle catégorie sociale ont fait allusion. La jeune femme est-elle jeune ou femme ? Cette double casquette présente, d'une part, de nombreux avantages : plus d'opportunités de formation, de participation aux sphères décisionnelles locales. Et d'autre part, elle constitue un facteur blocage : elles sont sous-représentées dans les espaces de femmes et encore plus dans les espaces réservés aux jeunes. Les initiatives de renforcement du leadership des jeunes femmes peuvent prendre en compte cette question pour réaliser leur plein potentiel.

Une prise d'initiative bridée par les stéréotypes : l'influence des stéréotypes de genre sur la confiance en soi des jeunes femmes est susceptible de limiter leur prise d'initiatives. Elles peuvent apporter des solutions dans tellement de domaines, mais leur savoir-faire, les aspirations et connaissances ne peuvent se traduire en actions ou politiques que si elles sont présentes aux lieux où les décisions sont prises. Toutefois, plus de jeunes femmes porteuses d'initiatives de changement social peut changer le regard sur leurs contributions et de les considérer non pas comme des bénéficiaires passives, mais des partenaires de premier plan dans les processus politiques et de paix.



03

PARTAGE D'EXPÉRIENCE DU GYLA



PARTAGE D'EXPÉRIENCE DU GYLA



Le Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA) s'inscrit dans le cadre du Programme "Power of Dialogue" de Gorée Institute. Il a pour objectif de fédérer, de renforcer et d'accompagner les jeunes leaders de l'Afrique de l'Ouest à mettre en avant leurs voix communes, à faire avancer les projets d'une Afrique autosuffisante, démocratique et paisible s'appuyant sur des valeurs endogènes et sur une participation citoyenne à la vie publique. Le GYLA cible les jeunes leaders (18-35 ans) membres des organisations de la société civile, des partis politiques ou mouvements citoyens engagés dans leurs communautés, venant du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal.

L'atelier de clôture de ce programme de formation et de coaching s'est tenu le 11 novembre 2024 à l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE (l'EMP ABB) de Bamako au Mali. Les bénéficiaires du programme communément appelés « mentees » ont fait des brèves présentations de leur document de plaidoyer portant sur des thématiques très pertinentes telles que l'employabilité des jeunes, la participation, des jeunes et des femmes au processus politique et de paix, la réinsertion socio-économique d'anciens détenus, l'immigration, etc.

Le forum a donné l'opportunité aux mentees de partager leurs expériences sur le processus du GYLA, les compétences acquises, les changements individuels constatés et l'impact de l'apprentissage sur leur engagement communautaire. Les témoignages recueillis lors de cette session mettent en lumière les acquis du programme :

Le GYLA, un programme inclusif et ouvert aux jeunes qui y trouvent leurs centres d'intérêts.



« Lors de ma première interaction avec les autres en ligne, j'ai vu les profils de jeunes leaders d'association qui font du plaidoyer, et je me suis demandé si le programme n'allait pas me faire dévier de ma voix. Moi qui cherche à me faire un profil de jeune chercheuse, sociologue qui veut faire de la production scientifique, mais à la fin, je suis retrouvée à faire purement de la production scientifique (...) chacun a sa contribution à apporter, c'est aussi cela le programme GYLA ». **Djénéba Dia, Mali**

Le programme a donné aux jeunes des outils, l'opportunité de découvrir leur plein potentiel et de s'ouvrir à des nouvelles perspectives.



« Ce programme m'a permis de me former sur tout ce qui est politique et démocratie et de faire le lien avec nos activités communautaires. Dépendamment de mes camarades qui avaient une formation politique, je suis logisticien de formation. Ce qui veut dire que la production de l'article de plaidoyer a été un challenge pour moi. Je remercie le bon Dieu d'avoir eu un coach et l'équipe de l'Institut de Gorée qui m'ont soutenu et accompagné à travers des conseils et des outils qui m'ont permis de me surpasser ». **Mahamane Zene Moussa, Niger**

La prise d'initiatives et l'engagement communautaire des bénéficiaires s'est améliorée à travers des actions concrètes.



« Ce programme m'a permis d'échanger avec des jeunes du Sahel avec lesquels je partage les mêmes défis et les mêmes ambitions. J'ai aussi appris la rédaction d'un article de plaidoyer. Et grâce au coaching reçu, dès mon retour, j'ai créé ma propre association. Et grâce à cette association, je vais continuer à travailler sur la thématique de plaidoyer en luttant contre le chômage des jeunes ». **Aichatou Boukou, Niger**

Des changements individuels positifs pour un engagement collectif sont perceptibles.



« GYLA est un programme qui nous a poussé vers l'excellence, vers l'engagement. Un engagement responsable et qui dit responsabilité dit maturité. Qui dit maturité dit vision. Qui dit vision, dit conscience. Qui dit conscience, dit discipline. Qui dit Discipline dit action (...). En quittant ce forum, c'est à nous, jeunes, d'aller mettre en pratique ce que nous avons appris et de devenir des acteurs de changements ». **Ouattara Lidwine**

Ines, Burkina-Faso

Une influence positive qui suscite une prise conscience, à la compréhension des enjeux et à un engagement la prévention.



« Le GYLA m'a donné l'opportunité de me dire en tant que Sénégalaise qu'on n'est peut-être pas dans un pays en conflit, mais nous sommes aussi concernés que les jeunes au Mali, au Burkina-Faso et d'autres jeunes des pays en conflit. Juste pour dire que ce programme nous a vraiment connectés, car moi au début, je n'étais vraiment pas sûr des questions de paix et de cohésion sociale. Mais, grâce à ce programme, j'ai eu à écrire un article sur la protection des droits des femmes en période de conflits. Juste pour dire combien ce programme m'a

influencé comme d'autres jeunes en Afrique ». **Dieynaba Diemé, Sénégal**

L'AJLPPS constitue un mécanisme de pérennisation des acquis du programme et de capitalisation pour les jeunes en termes d'apprentissage, d'engagement et de réseautage.



« Le programme GYLA a permis à moi et d'autres jeunes d'être certifié formateurs en leadership politique et prévention des conflits électoraux. A l'issue de cette certification, nous avons formé plus d'une centaine de jeunes dans les 4 pays (...) Le programme GYLA c'est bien évidemment la création de l'Alliance des Jeunes Leaders pour la Paix et la Stabilité au Sahel (AJLPPS) qui regroupe 80 jeunes du Mali, du Niger, du Burkina-Faso et du Sénégal. Nous accompagnons les processus politiques et de paix à travers des actions de

plaidoyer, de formation et de sensibilisation ». **Zeina Walet Mouhamed, cohorte 2022, Mali**

DÉCLARATION FINALE DES JEUNES AU FORUM RÉGIONAL



DÉCLARATION FINALE DES JEUNES AU FORUM RÉGIONAL



Nous,

Jeunesse africaine,

Espoir du sahel, provenant les terres historiques du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal, réunis du 11 au 12 novembre 2024 dans la ville des trois caïmans, représentants la société civile, les partis politiques, les institutions étatiques, la presse, les institutions internationales, dans le cadre du Forum régional des jeunes organisé par le Gorée Institute en partenariat avec le ministère de la jeunesse et l'école de maintien de la paix Alioune Blondin BEYE,

Portant l'ambition de contribuer activement à l'élaboration et à la conduite des politiques de gouvernance et de jouer un rôle décisif dans la résolution des crises au Sahel, à travers une citoyenneté active et responsable et une volonté ferme d'occuper une place significative dans les instances de prise de décision,

Considérant la jeunesse comme l'avant-garde de toute innovation sociale, économique et politique, les résolutions 2250, 2419 et 2525 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, la charte africaine de la jeunesse et les politiques nationales de la jeunesse consacrent leur non-discrimination et leur participation effective au processus de

consolidation de la paix, de prévention et de résolution des conflits et de développement post-conflit,

Tenant compte du poids démographique de la jeunesse africaine, les jeunes sont riches en compétences, en talents et en leadership, mais paradoxalement, la faible prise en compte de leur voix et aspirations se manifeste dans leur faible présence dans les instances décisionnelles,

Considérant notre capacité à participer aux dialogues consultatifs, à faire preuve d'analyse contextuelle, de médiation, et de force stratégique, notamment durant les périodes de transition,

Conscient des dynamiques conflictuelles que traverse le Sahel, les jeunes sont motivés par une volonté d'accompagner leurs pairs des milieux urbains et ruraux, vers une vision et une protection des nations communes en portant des initiatives de nexus, paix, humanitaire et développement,

Conscient de notre engagement à aller au-delà des contestations pour être une force de proposition et se positionner comme un acteur contribuant à la mise en œuvre des politiques, de contrôle citoyen et de consolidation des valeurs nationales,

Considérant notre forte capacité de résilience face aux situations de crise, l'impact communautaire de notre engagement ainsi que notre utilisation accrue des nouvelles technologies, nous appelons la jeunesse africaine à :

- S'inscrire continuellement dans la recherche du savoir et de compétences en investissant dans leur propre éducation, afin de renforcer leur capacité à contribuer positivement à la gouvernance et au développement de leurs communautés,
- Cultiver et promouvoir le leadership transformationnel, à travers la compréhension des enjeux, du patriotisme, une bonne vision, et en faisant preuve d'humilité, de respect de l'engagement et de bonne attitude,
- Comprendre les systèmes de gouvernance et leurs enjeux, connaître les instruments juridico-politiques et s'engager à plaider pour promouvoir l'inclusion sociale et la solidarité entre les jeunes du Sahel,
- Participer aux instances de prise de décision afin de se faire entendre dans les conseils locaux et s'impliquer dans les initiatives communautaires, le tout dans une synergie d'actions,
- Jouer un rôle de suivi des actions et politiques publiques les concernant ;

Nous recommandons aux **acteurs régionaux**, aux **institutions étatiques** et **organisations de la société civile** à :

1. Catégoriser la jeunesse et ses besoins, dans l'optique de proposer des politiques plus adaptées à chaque groupe cible, afin de mieux de mieux les optimiser ;
2. Encourager les différentes structures de jeunesse à sortir de leur zone de confort et à tendre la main aux jeunes des zones rurales, afin de favoriser une participation effective de tous ;
3. Intensifier la diffusion des instruments visant à promouvoir la participation des jeunes;
4. Impliquer et responsabiliser la jeunesse dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques ;
5. Instaurer un quota pour une participation qualitative de la jeunesse, dans les postes électifs et nominatifs ;
6. Accorder une attention particulière à la participation des jeunes ruraux ;
7. Renforcement de l'éducation civique en intégrant des cours sur la citoyenneté, la gouvernance, la paix dans les programmes scolaire et universitaire ;
8. Éduquer la jeunesse à une utilisation responsable et efficiente des outils numériques;
9. Faciliter l'accès des jeunes aux ressources afin de mieux les maintenir dans le terroir;
10. Capitaliser les expériences dans la mise en œuvre des politiques publiques et de la participation des jeunes pour un développement durable ;
11. Garantir l'ouverture de l'espace civique propice à un contrôle de l'action publique par les jeunes.

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

La cérémonie de clôture du forum annuel de la jeunesse a été placée sous la présidence du Ministre de la Jeunesse et des Sports Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, représenté par le Secrétaire Général, avec la participation du Colonel Souleymane SANGARE, Directeur Général de l'EMP-ABB, Monsieur Doudou DIA, Directeur Exécutif de Gorée Institute, Madame Nana Alassane TOURE, Représentante du Chef de Mission par intérim de la MISAHEL.

Les différents intervenants ont rappelé aux jeunes les défis qui les attendent ainsi que les ressources infinies et leur potentiel qu'ils peuvent exploiter pour changer la donne dans leur pays et au sein de leur communauté.

CONCLUSION

Les échanges et discussions très inspirantes qui se sont tenus lors du Forum ont mis en évidence les défis, la contribution des jeunes, et les pistes d'actions pour améliorer leur implication dans les processus politique et de paix au Sahel. Les parties prenantes ayant des profils et les expériences variés, ce forum a été un grand moment de partage de connaissances, de bonnes pratiques, d'enseignements et de réseautage entre les jeunes des différents pays, les partenaires techniques et financières et les autorités.

Le message fort véhiculé par le thème " Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation" et le contenu des panels a suscité l'intérêt des parties prenantes et mis en exergue l'engagement des jeunes à discuter, à analyser et à apporter des réponses concrètes et contextualisées aux préoccupations des populations sahéliennes. Les échanges ouverts et constructifs ont démontré la présence de jeunes outillés et motivés qui avaient besoin d'un cadre d'orientation sur une thématique aussi pertinente, traitant des défis auxquels ils sont confrontés au quotidien.

Au-delà des clichés, considérer les jeunes comme partenaires crédibles dans la résolution des crises et la promotion d'une gouvernance politique, économique, sécuritaire inclusive et participative peut être gage de paix. Leur niveau d'organisation, d'engagements, et leurs capacités à exprimer leurs besoins et propositions déterminera cependant la réussite de leurs initiatives.

Le potentiel d'acteurs de changement doit être reconnu et exploité dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publics. La mise en œuvre effective des pistes d'actions et la prise en compte des enseignements pourrait contribuer à institutionnaliser une participation systématique des jeunes dans la gouvernance et la consolidation de la paix et la stabilité dans la région du Sahel, tel que recherché dans ce forum.



05

ANNEXES



ANNEXES

1. Synthèse des panels

Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel
: aller au-delà de la contestation : défis et enjeux

Le forum intervient dans un contexte marqué par une instabilité socio-politique intermittente, la prolifération des groupes armés, une violence accrue, l'augmentation de la pauvreté et un déplacement massif, maintenant les populations sahéliennes, les jeunes en particulier dans une situation de vulnérabilité constante. Dans cette configuration, les jeunes sont autant auteurs, victimes, qu'acteurs de changement.

En dépit de la multiplicité des défis et des efforts considérables fournis par les jeunes au Sahel pour porter des solutions innovantes, leurs voix et leurs espoirs ne sont pas suffisamment canalisés dans les processus locaux de gouvernance et de paix. Et pour cause, ils n'arrivent pas à se défaire des clichés et de la perception sociale de leur rôle et compétences.

Ce forum constitue donc une tribune pour des jeunes leaders d'OSC, des leaders politiques, des chercheurs et des étudiants d'amplifier leur voix et de la rendre plus audibles par les décideurs dans la définition et la mise en œuvre de politiques publiques et singulièrement celles favorables à l'émergence des jeunes.

Le thème retenu pour ce 5^e forum sous-régional, donnera l'occasion aux jeunes de chaque pays d'analyser en profondeur les contextes, les défis et les ouvertures pour se défaire des perceptions négatives et devenir des acteurs incontournables. Lors des panels, les analyses et contributions des experts ont suscité une prise de conscience et des échanges fructueux pouvant améliorer significativement le rôle, le leadership et l'engagement des jeunes dans la transformation des crises.

Panel 1 : rôle et responsabilités des jeunes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au sahel.

Les populations du Sahel subissent, depuis quelques années, les conséquences de la violence des groupes extrémistes et l'instabilité politique. Ces défis prennent principalement leurs sources dans les injustices et les inégalités. Les jeunes constituant plus de la moitié de la population, ils sont le plus touchés. Le manque d'opportunités économiques, la défaillance du système éducatif amenuisent les espoirs des jeunes qui rejoignent les rangs des groupes extrémistes à la recherche de gain, de protection et de

reconnaissance. En outre, la dimension religieuse des idéologies extrémistes et la vulnérabilité intellectuelle font de ces jeunes des proies faciles pour les groupes armés.

Pour mieux cerner l'impact du rôle et responsabilités des jeunes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, il convient de comprendre les aspirations et les facteurs de vulnérabilités qui limitent leur participation systématique du point des jeunes. Pourtant, des nombreuses études montrent clairement que l'implication des jeunes dans la définition et mise en œuvre des politiques publiques est susceptible de favoriser la résilience et la reconstruction des communautés touchées de manière durablement. Ce constat justifie les textes et engagements pris par les décideurs nationaux, régionaux et internationaux en faveur de la participation des jeunes même si leur application effective est entravée par des défis persistants. Ce panel, a permis de définir les concepts clés de la thématique et de tenir des discussions avec les parties prenantes sur les pistes de solutions.

En outre, quelques pistes de réflexions au-delà du forum ont émergées des discussions. De façon concrète, il s'agissait d'approfondir les réflexions, les stratégies pour susciter une participation des jeunes positive et durable. Comment mettre en place des initiatives pouvant contribuer au développement de l'esprit critique en milieu jeunes ?

Panel 2 : Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour des transitions réussies ?

Si la transition démocratique se définit comme étant un processus politique qui permet un passage progressif d'un régime dictatorial à une démocratie, sa réussite dépend de la nature des crises et les contextes dans lesquels cette transition intervient. Outre, les causes sociales et structurelles, les crises politiques et institutionnelles au Sahel sont exacerbées par la forte présence des groupes extrémistes et l'insécurité chronique qui en résulte. Les jeunes étant les premiers à subir les conséquences de l'instabilité ont été au premier rang des soulèvements populaires qui ont mis fin au régime démocratique dans les 03 pays du Sahel. Pour autant, les jeunes restent en marge de la consolidation des acquis.

Ce panel a permis de mettre en lumière les contributions significatives des jeunes pour la réussite des transitions, les défis auxquels ils sont confrontés dans leur engagement ainsi que les pistes d'actions et bonnes pratiques pour améliorer l'implication des jeunes dans les processus politiques.

Des échanges, ont émergées des perspectives intéressantes et la nécessité de : définir au préalable une transition réussie en prenant en compte les besoins et aspirations des jeunes ; susciter l'intérêt des jeunes à améliorer leur engagement et leurs connaissances

en vue d'une implication active dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Panel 3 : Leadership et engagement civique et politique des jeunes, comme moyen de contribution à la reconstruction de nos États.

Les crises offrent de réelles opportunités de changement qui demeurent inexploités par les acteurs politiques au Sahel. Le Leadership et l'engagement civique et politique des jeunes constituent un atout dans la mise en place des stratégies locales, nationales et régionales de stabilisation. Leurs perspectives, leurs connaissances et leur dynamisme peuvent apporter de la consistance aux politiques publiques et plus d'inclusivité aux processus de prise de décision.

Toutefois, plusieurs facteurs contribuent à la faiblesse de leadership et d'engagement des jeunes notamment la maîtrise de la croissance démographique, la méconnaissance des politiques et engagements des États en faveur de la jeunesse, la rupture de confiance entre la jeune génération et les aînés, le chômage et des problèmes de gouvernance au sein des OSC jeunes.

Les différentes présentations des experts et les discussions ont permis de mieux appréhender les défis et opportunités de renforcement du leadership et de l'engagement des jeunes.

En termes de pistes de réflexion et de perspectives les échanges ont démontré l'urgence pour les jeunes de : cultiver un leadership durable fondée sur une vision et des valeurs constantes ; accompagner effectivement les processus de changements survenus à la suite des contestations à travers un comportement exemplaire et des propositions pertinentes ; préserver les acquis en améliorant la veille citoyenne.

Le panel 4 : internet : Espace de contestation ou de construction d'idées innovantes pour un meilleur changement.

Les facilités que les plateformes numériques offrent en matière de communication et d'accès à l'information en ont fait un puissant outil avec autant d'avantages que d'inconvénients. Dans le contexte sahélien marqué par l'instabilité, la diffusion des fakes news et des discours d'incitation à la violence et la revendication d'actes extrémistes alimentent les tensions et les conflits locaux. Par ailleurs, il est à noter que l'utilisation des réseaux sociaux a eu un impact considérable sur les changements de paradigme dans la région. Les plateformes numériques sont devenues un espace de réseautage, de créativité, de revendication des droits, de plaidoyer et contrôle de l'action publique.

Les contributions des expertes et les discussions ont également permis l'identification des pistes d'actions concrètes notamment, le renforcer le cadre normatif et

institutionnelles de l'espace numérique de manière consensuelle et veiller à leur vulgarisation auprès du grand public ; multiplier les initiatives d'éducation de la jeunesse aux médias, à l'information avec l'appui des OSC.

Panel 5 : Mieux positionner les jeunes femmes comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et les processus de paix au Sahel.

Les déplacements, l'insuffisance de ressources, les difficultés d'accès à la santé, à l'éducation en temps de crise menacent constamment les droits des jeunes femmes. Malgré l'impact considérable des conséquences de l'instabilité sur les jeunes femmes, elles sont très souvent exclues des processus de gouvernance politique et des initiatives de consolidation de la paix. La faible application des textes, les normes sociales discriminatoires, la scolarisation et du maintien des filles à l'école, l'insuffisance de ressources et de réseautage constituent des freins à l'émergence des jeunes femmes.

Les contributions du panel et les discussions ont permis de mettre en évidence les bonnes pratiques et les pistes de solutions actionnables pour rehausser le niveau de participation des jeunes femmes dans les processus politiques et de paix au Sahel, entre autres ; déconstruire les mentalités sur le rôle traditionnel de la femme pour changer les perspectives genre ; plaider pour un rééquilibrage au niveau des institutions en respectant un système de parité ou de quota ; résoudre les causes des inégalités sociales à travers la création de richesses.

En termes de perspectives, les réflexions ont porté sur une forte implication des femmes rurales dans les activités et comment trouver un équilibre entre les responsabilités familiales et sociales et l'engagement politique et civique des jeunes femmes.

2. Agenda du forum

CINQUIÈME ÉDITION DU FORUM RÉGIONAL DES JEUNES

**SOUS LE HAUT PARRAINAGE DU MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS CHARGÉ DE
L'INSTRUCTION
CIVIQUE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**

**Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel :
aller au-delà de la contestation"**

Du 12 au 13 novembre 2024 à l'EMP ABB de Bamako au Mali

AGENDA

Mardi 12 novembre 2024	
08h30 – 09h00	Accueil - Enregistrement des participants - Remise des kits - Installation des participants
09h00 – 11h00	Cérémonie d'ouverture du forum - Allocution du colonel Souleymane SANGARE : DG de l'EMP ABB - Allocution de Monsieur Doudou DIA : Directeur Exécutif du Gorée Institute - Allocution de Monsieur Fulgence ZENETH : Chef de Mission par intérim de la MISAHEL - Allocution de Monsieur Maleye DIOP : Représentant Résident du PNUD au Mali - Allocution du Général de Corps d'Armée Ismaël Wagué : Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale - Discours d'ouverture de Monsieur Abdoulaye DIOP : Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali - Modérateur : Chargé de communication EMP ABB
11h00 – 11h30	Discours inaugural M. Abdoul Kassim Ibrahim FOMBA : ministre de la Jeunesse et des sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne Thème : Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation Modérateur : Dr. Latyr Tine, Senior Program Manager Gorée Institute
11h30 – 12h00	Pause-café
12:00 – 14:00	Panel 1 : Prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Sahel : rôles et responsabilités des jeunes. Intervenants : M. Abdou Kola BOCOUM : Think Peace Sahel (Mali) - Mme. Angeline SAVADOGO : Société Burkinabè de Géopolitique / Alliance des jeunes pour la Paix et la Stabilité au Sahel (Burkina Faso) - Dr. Aly Tounkara : Université des lettres et Sciences Humaines de Bamako, Centre d'études sécuritaires et stratégiques du Sahel (Mali) - Dr. Latyr Tine : Gorée Institute (Sénégal) - Modérateur : Dr Abraham Bengaly: Université des sciences juridiques et politiques de Bamako. (Mali)
14h00 – 15h00	Pause déjeuner

15h00 - 17h00	<u>Panel 2 : Crises politiques et institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour des transitions réussies ?</u> Intervenants : • Dr. Ndeye Astou Ndiaye : Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) • M. Mamadou Sansi Bah : Réseau des Jeunes des Partis Politique au Sahel (Mali) • Mme. Halimatou Abdou Moukaila : Observatoire Mondial de la Bonne Gouvernance et Alliance des jeunes pour la Paix et la Stabilité au Sahel (Niger) • Modérateur : Doudou Dia : Gorée Institute (Sénégal)
Mercredi 13 novembre 2024	
08h00 – 10h00	<u>Panel 3 : Leadership et engagement civique et politique des jeunes, comme moyen de contribution à la reconstruction de nos États.</u> Intervenants : • M. Moctar SY : Génération Engagée (Mali) • M. Abdoul Aziz Mahamadou : Directeur National de la Jeunesse, (Mali) • M. Baba Dakono : Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité (Mali) • Dr Lamoussa Seydou Association SUUDU ANDAL / AJPSS (Burkina Faso) Modérateur : • Pr Valérie Ouédraogo Rouamba : Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso)
10h00 – 10h30	Pause-café
10h30 – 12h30.	<u>Panel 4 : Internet : de contestation ou de construction d'idées innovantes pour un meilleur changement ?</u> Intervenants : • TIEMTORE Farida Sonia : Réseau des Héroïnes du Faso / AJPSS (Burkina Faso) • Tidiani Togola : Fondation Twindi (Mali) • Boubacar Chimba Rabiadou : Jeune chambre International / AJPSS (Niger) o Fara NDIAYE : Association Jeunesse Espoir / AJPSS (Sénégal) Modérateur : • Soumaila Lah : Alliance Citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité (Mali)

12h30 – 14h30	Panel 5 : Mieux positionner les jeunes femmes comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et les processus de paix au Sahel. Intervenants : • Nana Alassane TOURE : Chargée d'étude à la MISAHEL (Mali) • Dr Ndeye Astou Ndiaye : UCAD (Sénégal) • Mme. Annick Carine Bado : Association Femme D'impact / AJPSS (Burkina Faso) Madame Sanogo Gnagna SENE : West African Network for Peacebuilding (Mali) Modérateur : • Hadja Samaké : Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye de Bamako (Mali)
14h30 – 15h30	Pause déjeuner
15h30 – 16h00	Partage d'expérience et témoignage sur le GYLA • Mali : Zeina Mouhamed Walet • Burkina Faso : Ouattara Lidwine Ines • Niger : Mahamane Zene Moussa Aichatou Boukou • Sénégal : Dieynaba Diemé
16h00 – 16h30	• Lecture de la déclaration finale : Raaya Issoufou NADIAH • Synthèse des travaux de la journée : Fady Traoré • Prestation artistique (SLAM) : Saccharose
16h30 – 17h00	Cérémonie de clôture Les allocutions : • DG de l'EMP • Directeur de Gorée Institute • Partenaires du FORUM • Autorités maliennes • Ministre de la jeunesse Modération : Jonathan Convolvo

PARTENAIRES DU FORUM



Royaume
des Pays-Bas



**Save the
Children**

Netherlands Institute for

**Multiparty
Democracy**



Pensons paix !



Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique



Residence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal
Telephone: +221 33 849 48 49
Email: info@goreeinstitut.org
Site web: <https://goreeinstitut.org>